



Portraits

DU LOGEMENT COMMUNAUTAIRE

Présentation

C'est avec beaucoup de fierté que je vous invite à feuilleter ces portraits. Vous aurez la chance de découvrir un échantillon de la diversité, de la créativité et de la générosité qui caractérise les OSBL d'habitation du Québec. Les 50 000 logements de notre réseau sont le fruit de l'engagement de dizaines de milliers de personnes qui agissent pour concrétiser le droit à l'habitation.



Le logement communautaire c'est d'abord et avant tout une histoire humaine de solidarité et de respect. Nos logements sont des lieux où ces valeurs trouvent refuge, se développent et s'épanouissent. Ensemble, les OSBL d'habitation, leurs fédérations et le RQOH participent à la construction d'un monde plus juste.

En quelques mots et avec une poignée de photos, cet album nous montre les visages et les réalisations de bâtisseurs ambitieux et résolus. C'est notre façon de faire connaître un peu mieux ces hommes et ces femmes qui ont développé le réseau des OSBL et de partager leur singularité avec l'ensemble de nos partenaires et la population en général.

Toutes les régions du Québec sont représentées ici par des projets qui ont souvent transformé le cœur d'un quartier, d'un village ou d'une ville. Bien d'autres OSBL auraient pu s'illustrer; le temps et l'espace dont nous disposons ne nous ont pas permis d'en faire davantage. En effet, 1 200 organismes possèdent et gèrent 2 300 projets structurés en huit fédérations régionales au Québec. Regroupé au sein du RQOH, ce réseau a maintenant une ampleur considérable.

Le RQOH veut dire à l'ensemble de ces bâtisseurs qu'ils ont fait « *une bien belle job* » ! Nous voulons les remercier pour le travail gigantesque qui a été accompli depuis des décennies. Tous ces projets d'habitation ont été réalisés grâce à l'engagement de nombreux acteurs dans toutes les communautés où ils ont émergé.

Merci aussi à toute l'équipe du RQOH et aux fédérations qui soutiennent quotidiennement le travail d'un ensemble de partenaires généreux, ambitieux et désireux de faire plus et mieux pour améliorer les conditions de vie de ceux et celles qui en ont le plus besoin.

Les besoins à combler sont encore immenses. En effet, le Québec compte 227 870 ménages locataires qui vivent en logement privé et qui doivent consacrer plus de 50 % de leur revenu au loyer. L'État a la responsabilité de garantir le droit au logement pour tous, mais le mouvement de l'habitation communautaire peut et veut jouer un rôle de partenaire positif et facilitateur, y compris sur le plan financier. Ces portraits démontrent que nous en avons la capacité.

Nous demeurons convaincus que le développement de logements communautaires est un investissement de grande qualité pour toutes les sphères de la vie personnelle, sociale, économique, urbanistique et environnementale

Un coup d'œil sur ces images le démontre avec éloquence, encore une fois.

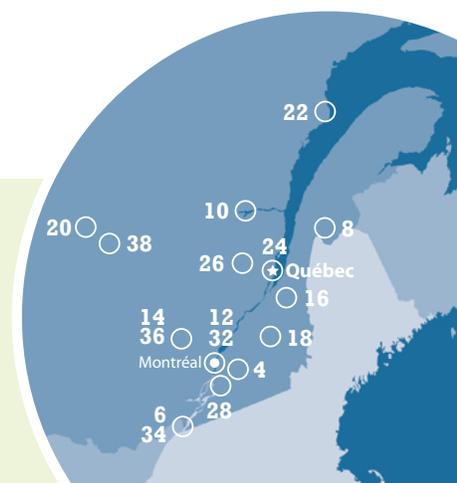
Stéphane Corriveau

Directeur général

Réseau québécois des OSBL d'habitation

- 4 VILLA DES MONTS DE SUTTON **Sutton**
- 6 CENTRE INTER-SECTION **Gatineau**
- 8 LES HABITATIONS DÉGELIS **Dégelis**
- 10 LA MAISON DU BEL-ÂGE **Dolbeau-Mistassini**
- 12 BRIN D'ELLES **Montréal**

- 14 RELAIS FAMILIAL D'AUTEUIL **Laval**
- 16 L'OASIS ST-DAMIEN **Saint-Damien-de-Buckland**
- 18 RESEAU D'AIDE LE TREMPLIN **Drummondville**
- 20 LA SOCIÉTÉ DE LOGEMENTS DES VÉTÉRANS **Rouyn-Noranda**



Mot de la présidente

Ces portraits veulent lever le voile sur ce pan trop méconnu du logement communautaire au Québec que sont les OSBL d'habitation.

L'action des fondateurs d'OSBL-H est encore un secret bien gardé. Ces pionniers ont investi le champ du logement communautaire pour maintenir leurs aînés dans les villes ou les villages, pour sortir des personnes de la rue, pour soutenir des familles monoparentales ou des femmes victimes de violence, ou encore pour améliorer les conditions de vie des immigrants, des vétérans ou des autochtones. En somme, pour offrir un toit permanent et des clefs à des personnes qui en avaient grandement besoin.

Nous voulons vous faire découvrir le cheminement de quelques-uns de ces bâtisseurs engagés dans leur milieu par la présentation de dix-huit portraits provenant de toutes les régions du Québec. Chaque OSBL a accepté de raconter un peu de son histoire, autant pour sa ressemblance avec d'autres projets que pour son originalité.

Ces concitoyens ont plusieurs visages. Ce sont des jeunes et des aînés, des personnes seules, des couples ou des familles; ce sont des personnes en bonne santé physique et mentale ou en perte d'autonomie, victimes de violence ou en voie de sortir de l'itinérance. Des parcours de vie diversifiés mais en recherche d'une même fin : vivre dans un chez-soi convenable qui apporte sécurité et tranquillité.

Vous découvrirez des projets d'habitation communautaire qui ont été gagnés de longues luttes et qui sont devenus enfin des réalités dans leur milieu.

Les OSBL d'habitation comptent maintenant sur plus de 10 000 bénévoles et 6 000 salariés qui travaillent pour assurer la saine gestion financière et immobilière des immeubles, le soutien communautaire aux locataires, en plus d'offrir une



foule d'activités axées sur leur participation citoyenne et sur leur bien-être.

Le développement de ce réseau d'OSBL n'aurait jamais pu voir le jour sans la détermination de leaders des différentes communautés qui ont interpellé les pouvoirs publics et privés pour les convaincre d'accorder le financement et le soutien nécessaire afin de mener leurs projets à terme.

Nous tenons à souligner la contribution de nombreux citoyens engagés dans leur milieu, celle de la SCHL et de la SHQ, celle des villes et des municipalités, des institutions financières, du réseau de la santé et des services sociaux. Nous tenons à souligner également le travail des groupes de ressources techniques, des firmes d'architectes, des associations bénévoles et caritatives et des clubs sociaux des villes et villages.

Sans l'engagement de tous ces acteurs, rien n'aurait été possible

Le Réseau québécois des OSBL d'habitation et ses fédérations saluent le travail de ces bâtisseurs qui ont ouvert le chemin dans leur communauté. Toutefois, face aux besoins grandissants, nous demeurons préoccupés par la nécessité de développer de nouvelles unités et aussi d'assurer la pérennité des immeubles existants qui arrivent en fin de convention. Bref, beaucoup de travail reste à faire.

Pour le moment, c'est avec un sentiment de fierté et d'accomplissement que nous vous invitons à parcourir cet album.

Isabelle Leduc

Présidente

Réseau québécois des OSBL d'habitation

22 LA MAISON ANITA-LEBEL **Baie-Comeau**

24 LES HABITATIONS DU CENTRE MULTIETHNIQUE DE QUÉBEC **Québec**

26 HABITATION POPULAIRE DE LA TUQUE **La Tuque**

28 HABITATIONS AUX BAUX SOLEILS **Châteauguay**

30 NOUVEAUX HORIZONS **Îles de la Madeleine**

32 UN TOIT POUR TOUS **Montréal**

34 CENTRE DES AÎNÉS DE GATINEAU **Gatineau**

36 HABITATIONS DES REQUÉRANTS ET REQUÉRANTES DE LAVAL **Laval**

38 CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR **Val-d'Or**

VILLA DES MONTS DE SUTTON COMMUNAUTAIRE ET PERSONNALISÉE



Basée à Sutton, la résidence pour personnes âgées La Villa des Monts célébrera cet été son 10^e anniversaire.

« C'est pas trop gros, juste assez dit Marie-Jeanne Lefebvre, appelée à formuler son appréciation de la Villa des Monts, où elle vit depuis bientôt dix ans et dont elle est la doyenne. C'est communautaire et personnalisé. L'atmosphère est bonne avec les voisins d'étage et à la salle à manger. »

Marie-Jeanne visite l'établissement avec la présidente Alexandrine Poissant. Elles sont toutes deux d'anciennes enseignantes originaires de Sutton. Si Marie-Jeanne dit sa peine d'avoir perdu récemment ses amies Suzanne et Rolande, qui demeuraient aussi ici, elle rigole franchement avec Alexandrine.

plaisanter et créer encore. Donald est venu ici il y a deux ans, avec sa femme Dorothy Harrington, après avoir fait carrière aux États-Unis, en raison de ses liens étroits avec la grande communauté artistique suttonnaise.

« Nous avons le droit d'avoir notre chat (Desmond Tutu, 16 ans), ce qui est important »

Il y aura huit ans en octobre 2016 qu'Alice O'Brien Bidwell séjourne à la Villa des Monts. Toute sa vie, elle a demeuré sur la rue Western, la même que la Villa. « Je n'ai eu qu'à changer de numéro », plaisante-t-elle. Elle dit aimer les gens ici et parler français. Comme à Sutton, les communautés anglophone et francophone sont bien représentées à la Villa des Monts. « Les communications sont donc faites dans les deux langues », note la présidente de l'établissement, assurant que la cohabitation est sans heurt. La priorité d'occupation va d'abord aux citoyens de Sutton et d'Abercorn, ainsi qu'aux parents de ces derniers.



« C'est très plaisant ici »

- Donald Davidson, locataire

Donald Davidson, le sculpteur de 91 ans est originaire de Waterloo, dans les Cantons de l'Est. Il a l'oeil pétillant, aime

Le climat dans l'OSBL

Les gens sont détendus, enjoués et bienveillants. Un des cuisiniers, Robert Ménard se rappelle d'un ancien résident, le curé Lapalme, qui, quand on s'informait de sa santé, répondait : « Ça va bien, mais je me dévisse ! »

 **Localité**
Sutton
3900 habitants

 **Fondation**
Incorporation en 2003
Ouverture en 2006

 **Nombre d'unités**
40 logements

 **Clientèle visée**
Personnes autonomes de 75 ans et plus

 **Employés**
7

Robert est lui-même doté d'un bon sens de l'humour. Il a réalisé un petit film amateur où des convives viennent tour à tour lui dire que sa bouffe est exécration – ce qui est heureusement faux ! Donald Davidson et Alice O'Brien Bidwell vantent la qualité de la nourriture. Au dîner ou au souper, les résidents ont toujours le choix entre deux plats principaux.



Donald Davidson et Alice O'Brien Bidwell ont aussi souligné la qualité du panorama.

Le bâtiment est l'oeuvre d'une architecte de Sainte-Julie, Michelle Descaries. À la demande de Mme Poissant, elle a opté pour une esthétique analogue à celle en vigueur dans les Cantons de l'Est et placé la cuisine à une extrémité du bâtiment, pour que les odeurs ne soient pas incommodantes.

Un local est fourni gratuitement au CLSC ; un préposé aux soins à domicile peut en profiter pour maximiser ses soins aux résidents de la Villa. Autrement, en temps habituel il n'y a ni préposé ni infirmière. Les chambres de bain et les chambres à coucher sont munies d'un service d'appel à l'aide.

L' historique

Alexandrine Poissant affirme que c'est son amie Marie-Jeanne Lefebvre qui est à l'origine de la Villa des Monts.

« Elle m'avait parlé, rappelle Alexandrine, de ses difficultés à avoir des services à Sutton, comme pelleter la neige ou tondre le gazon. » À l'époque, les résidences pour personnes âgées les plus proches étaient à Cowansville et Knowlton.



Alexandrine s'est alors posée la question quant à savoir où elle irait elle-même plus tard. Elle a avancé l'idée d'une résidence pour personnes âgées. L'idée a reçu un accueil favorable lors d'une rencontre de consultation du CLSC La Pommeraie, de même qu'avec le maire de Sutton de l'époque, Winston Bresee.

Le projet de la Villa s'est incorporé en décembre 2003. « Comme d'habitude dans les conseils d'administration, souligne avec humour Alexandrine Poissant, la personne qui parle le plus a été nommée présidente. » Elle avoue pourtant qu'à l'époque, elle ne connaissait rien des implications et exigences d'une telle aventure.

Le bâtiment

La Villa a été construite au milieu du village, sur un terrain vague qui avait jadis accueilli la manufacture Darrah, qui fabriquait quilles, bâtons de hockey et manches de hache. Le site est à portée de marche de tous les commerces et services, tout près aussi d'un jardin communautaire et d'une piste cyclable, aujourd'hui entretenue l'hiver grâce aux efforts du c.a. de la Villa des Monts.

« Je vois des très beaux couchers de soleil dans ma chambre »

- Marie-Jeanne Lefebvre, locataire

Les activités

Les activités à la Villa des Monts ressemblent à celles qu'on retrouve dans les résidences similaires au Québec. « Les casse-têtes sont très populaires », note la présidente de l'établissement. Dans la salle de loisirs, les gens peuvent faire de la pétanque intérieure, jouer aux poches, aux quilles sur le wii. À l'extérieur on retrouve un terrain de pétanques. Les gens vont au bingo une fois par semaine.

Le club social de la Villa fait aussi sa part dans les loisirs du lieu.

« Nous leur donnons un petit budget... et ils font des activités d'auto-financement, comme des ventes de garage, qui peuvent rapporter jusqu'à 600 \$ »

Tous les ans en août les résidents invitent parents, amis et voisins à un gros pique-nique. La chorale locale offre un spectacle aux résidents trois fois par année.



Partenaires financiers

SHQ, CLD et Caisse populaire de Brome-Missisquoi, ville de Sutton, municipalité d'Abercorn



Fédération
FROHME

CENTRE INTER-SECTION

VISER LE MIEUX-ÊTRE ET L'AUTONOMIE DE L'INDIVIDU



L'histoire du centre Inter-Section commence par une nouvelle triste : une résidente de Gatineau, Monique Cormier-Gagnon, mère d'un fils schizophrène, apprend au milieu des années 1980 que son fils a mis fin à ses jours au centre de détention de Hull.

Elle réalise, pendant son deuil, l'absence de ressources offrant des services d'intervention et de réinsertion sociale à des personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Madame Cormier-Gagnon décide alors de mettre sur pied un centre de services ayant pour mission la réadaptation et la réinsertion sociale des adultes aux prises avec des problèmes de santé mentale : le Centre Inter-Section ouvre ses portes comme centre de jour en 1988.



Le centre devient rapidement trop exigu pour la clientèle et déménage d'un emplacement à l'autre pour se retrouver finalement propriétaire en 1998 de son emplacement actuel sur la rue St-René Ouest à Gatineau. Mais ce n'est à l'époque encore qu'un centre de jour et la demande se fait sentir pour du logement permanent. Difficile pour des personnes ayant des problèmes de santé mentale de se trouver des logements salubres à prix abordable dans la région.

La transformation rapide du centre se poursuit et en novembre 2014; le centre inaugure un nouveau bâtiment flambant neuf de 4 étages avec 35 logements. Les 35 logements se trouvent sur les trois

étages supérieurs de l'immeuble. Des trois et demie avec grande aire ouverte, cuisine-salon, chambre à coucher et salle de bain. L'appartement inclut un poêle, un frigo, la télé câblée et possède un balcon. Le bâtiment contient aussi 5 logements pour personnes à mobilité réduite.

Pour être admis comme résident, une entrevue de sélection est requise et plusieurs critères entrent en considération :

« Nous avons une liste d'attente, les personnes qui viennent ici ont été rencontrées et ont toutes déjà passé des entrevues. Nous voulons des personnes autonomes. Il y a 35 personnes en santé mentale qui doivent s'entendre et cohabiter, ce n'est pas toujours évident. Les gens sont référés par différents intervenants institutionnels, communautaires ou par des spécialistes »

- Danny Lyrette, coordonnateur

Localité
Ville de Gatineau
274 000 habitants

Fondation
2014

Nombre d'unités
35 logements permanents dont
5 unités pour des personnes
à mobilité réduite

Clientèle visée
Personnes aux prises avec des
problèmes de santé mentale

Employés
1, temps partiel

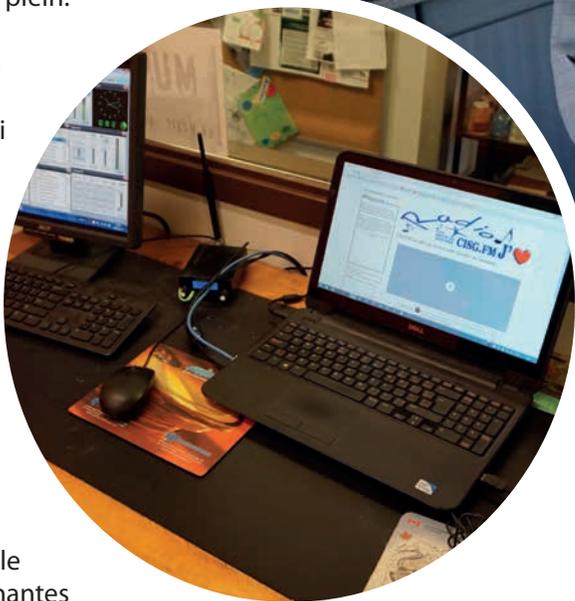
L'organisme bénéficie du programme de supplément au loyer (PSL) ce qui permet aux locataires qui sont presque tous sur l'aide sociale de payer 25% de leur revenu pour le loyer

Si le centre de jour peut se baser sur une expérience de plus de 15 années, le logement est une nouvelle étape de la progression impressionnante d'Inter-Section. « *Le logement c'est nouveau pour nous* », dit Danny.

« Heureusement qu'on a eu l'aide du ROHSCO et qu'on peut aussi s'inspirer d'autres organismes de la région qui ont une expérience en matière de logement en santé mentale. Cela dit, nous sommes les seuls à proposer ce type de logement en santé mentale »

Le centre offre 5 services qui couvrent toutes les sphères de la vie d'une personne : loisirs, formations, accompagnement psycho-social, programme d'employabilité et un apport aux endeuillés par suicide pour la population en général. La cantine, par exemple, permet de verser certains salaires aux locataires grâce au programme passe-action d'Emploi-Québec, tandis que la Coopérative inter-envol, ou COOPIE, une entreprise d'économie sociale qui se spécialise dans la numérisation de documents, permet à d'autres de se former comme technicien en numérisation de dossiers, un titre qui va permettre à certaines personnes d'être employées à temps plein.

Outre l'espace de la cantine, le premier étage contient aussi l'espace de la radio communautaire qui diffuse trois heures d'émissions en direct tous les jours et une salle communautaire. Parmi les bureaux des administrateurs et des employés se trouve notamment le bureau des intervenantes



psycho-sociales. Leurs interventions se font à plusieurs niveaux. Il y a notamment le programme « *Deuil après suicide* » qui fonctionne sous forme de groupes de soutien ou de suivis individuels où chacun s'exprime librement, à son rythme et dans le plus grand respect.



Les premiers coups d'œil à l'intérieur nous montrent le sens collectif et participatif du centre : une dizaine de personnes sont rassemblées et discutent autour des tables de la cafétéria non loin d'une table de billard. Il y a une grande fenestration donnant sur un patio et le bureau de la radio communautaire diffuse sur internet.



Dans son appartement Mario Bertrand affiche un certain contentement :

« On est bien ici ! »

LES HABITATIONS DÉGELIS

UN SUCCÈS COMMUNAUTAIRE DEPUIS 38 ANS

Les Habitations Dégelis mettent à la disposition d'aînés et de familles 110 unités locatives à coût abordable. Ce succès communautaire a débuté en 1978 avec un projet de construction de logements nommé le Bloc Lions, en lien avec les instigateurs de cette belle réussite.

Le Club Lions voulait ainsi contribuer au mieux-être des citoyens. Il est d'ailleurs toujours actif dans la poursuite de cette volonté commune, puisque le conseil d'administration de la corporation à but non lucratif est composé majoritairement de ses membres. « Il manquait de logements à Dégelis. Ça a été le début de l'engagement du Club Lions. En 2016, des besoins sont encore présents, ce n'est pas fini », a mentionné M. Jean-Yves Lavoie, président de l'OSBL.

Un projet collectif

Dans une communauté de 3 500 habitants environ, on reconnaît cet esprit de solidarité à la base des fondations de la corporation Les Habitations Dégelis. Ainsi, au fil des ans et des réalisations, on remarque la collaboration de la Ville de Dégelis et de la Caisse populaire Desjardins des Trois-Lacs. Mais tout cela n'aurait pas pu se réaliser sans la participation de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) de même que de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

« Nous répondons aux besoins des petites familles, des personnes seules et d'aînés, plus particulièrement des personnes à faible revenu ; la MRC de Témiscouata est l'une des plus pauvres au Québec. De plus, cela permet aux gens de rester dans leur milieu, près de leur famille »

- Jean-Yves Lavoie, président

Les premiers logements sociaux

La première phase de construction a été réalisée en 1979 et a permis d'offrir 24 logements situés au 101, 7^e Rue Est. En 1983, la seconde phase a contribué au développement des Habitations Dégelis par l'ajout de trois blocs de quatre logements connu sous l'appellation Place piste cyclable. En 1985, deux autres bâtiments - la Place du Longeron - ont permis de loger

davantage de familles ou de personnes seules.

 **Localité**
Ville de Dégelis
3 500 habitants

 **Fondation**
1978

 **Nombre d'unités**
110 logements dont
72 pour petites familles et
personnes seules
38 en résidence pour aînés

 **Clientèle visée**
Aînés autonomes, familles
et personnes seules

 **Employés**
13

Le Manoir Rose-Marquis

C'est à la suite d'un sondage réalisé par la Ville de Dégelis et la Corporation de développement économique au début des années 2000, que les administrateurs de la corporation décident d'aller de l'avant avec le projet du Manoir Rose-Marquis



« Les besoins les plus criants ciblaient les personnes retraitées autonomes souhaitant vivre cette période de leur vie dans un endroit confortable et sécuritaire »

- Diane Dubé,
coordonnatrice des Habitations Dégelis

Les 17 premiers logements du Manoir Rose-Marquis furent terminés en 2004. Une seconde phase de 21 nouveaux logements, le Pavillon Desjardins, fut complètement occupée en juillet 2012.

L'avenue Morneau

C'est en décembre 2014 que les 24 logements sociaux de l'Avenue Morneau ont été accessibles. « De beaux logements tout neufs de deux étages ! En fait, les occupants vivent dans une maison en rangée », a expliqué Mme Dubé. Avec l'ajout de ces unités, les Habitations Dégelis gèrent actuellement 72 logements pour familles, en plus de 38 logements pour personnes retraitées au Manoir Rose-Marquis.

« Sur l'Avenue Morneau, nous avons noté que les logements ont presque tous été occupés la première année par de nouveaux arrivants à Dégelis. La corporation contribue ainsi

au développement du parc immobilier avec des logements de qualité, tout en tenant compte des besoins du milieu », ajoute la coordonnatrice.

Aider les plus démunis

Le montant qu'une personne consacre à son loyer fait toute la différence : 20 résidents sur 48 bénéficient du programme de supplément au loyer au Manoir Rose-Marquis contribuant ainsi à améliorer leur qualité de vie. Les nouvelles unités de l'Avenue Morneau sont louées à 500 \$ pour un quatre pièces et demi. Et le loyer s'élève à 404 \$ au Bloc Lions construit il y a plus de 30 ans.

La moyenne d'âge au Manoir Rose-Marquis est de 82 ans. L'impact social d'un OSBL d'habitation n'est plus à démontrer à Dégelis.

Impact économique

La communauté dégelisienne a donc le souci d'aider ses citoyens en leur offrant des logements répondant à des besoins spécifiques.

La corporation Les Habitations Dégelis a également un impact économique non négligeable en procurant, entre autres, un emploi à 13 personnes, dont 8, à temps plein. De plus, les investissements réalisés avec ses partenaires peuvent être évalués à plus de 14 millions de dollars en 2016. La tâche est loin d'être terminée pour les administrateurs.

« Ce n'est pas fini, des besoins sont encore présents ; on pense notamment à une troisième phase pour le Manoir Rose-Marquis »

- Jean-Yves Lavoie, président



LA MAISON DU BEL-ÂGE

FOURNIR AUX RÉSIDENTS LA MEILLEURE QUALITÉ DE VIE POSSIBLE AUX MEILLEURS COÛTS POSSIBLES



L'OSBL la Maison du Bel-Âge a été créé grâce à l'initiative des Chevaliers de Colomb Conseil 2800 de Dolbeau dont l'objectif premier est de « venir en aide aux personnes âgées du secteur ».

« Ici, les gens se sentent chez eux, parce qu'ils sont chez eux. Tous les résidents sont les parents d'au moins une famille de notre communauté et des environs »

- Gisèle Larouche,
directrice générale

La Maison du Bel-Âge comprend 2 ailes : l'aile OSBL et l'aile MDI.

L'aile OSBL reçoit des personnes âgées autonomes ou semi-autonomes. Certains mécanismes ont été mis en place pour aider les gens à conserver leur autonomie le plus longtemps possible. Le coût du loyer dépend du type d'unités et du statut du locataire; le prix varie entre 933 \$ et 1913 \$. Divers services sont inclus dans le bail dont les 3 repas, la surveillance 24 heures par jour, 7 jours sur 7, et la distribution des médicaments, entre autres. Une infirmière est en poste du lundi au vendredi. D'autres services sont dispensés à

la carte et ajoutés au coût du loyer. À titre d'exemple, l'aide au bain ou à la mise en nuit, l'entretien ménager etc.

L'aile MDI (maintien à domicile intensif) est opérée en collaboration avec le CIUSSS de Dolbeau-Mistassini en partenariat depuis 2006.

Dans ce projet, la Maison du Bel âge s'assure d'offrir les services du gîte, du couvert ainsi que des soins de base (préposés aux bénéficiaires) alors que le CIUSSS offre les services professionnels (infirmière, thérapeute en réadaptation physique, ergo, etc) sans frais pour les locataires.

L'aile MDI permet à des personnes âgées en perte d'autonomie physique (profil iso-SMAF 9) de vivre dans un milieu adapté à leurs conditions.



 **Localité**
Dolbeau-Mistassini
14 400 habitants

 **Fondation**
1981

 **Nombre d'unités**
23 logements
30 chambres

 **Clientèle visée**
Personnes âgées autonomes ou semi-autonomes;
personnes ayant besoin de soins

 **Employés**
Plus de 30

Le projet est unique dans la mesure où il pallie au manque de ressources pour des personnes âgées qui ont des problèmes de santé et souvent peu de soutien. L'entente avec le CIUSSS permet d'offrir des services sur place ce qui évite le recours à l'hospitalisation dans bien des cas ou retarde l'entrée précaire en CHSLD.

Le comité « Milieu de vie »

Ce comité est composé de résidents, de membres des familles, de bénévoles, de la directrice générale et de 3 membres du conseil d'administration. Il renseigne les résidents, les accompagne dans leurs démarches au besoin et participe à l'amélioration de la qualité de vie dans la résidence. Ce comité est consulté régulièrement.

De plus, un code d'éthique vient clarifier les règles de conduite de tous ceux qui habitent et travaillent à la Maison du Bel-Âge. L'ensemble des activités est offert à tous les résidents.



La Maison du Bel-Âge est un milieu de vie animé et plusieurs activités sont offertes



L'aménagement des espaces et la conception du mobilier dans la salle à manger ou dans la salle d'activités ont été conçus pour accueillir aisément des personnes à mobilité réduite ou en chaise roulante

La Fondation du Bel-Âge est formée d'un conseil d'administration indépendant qui gère les fonds recueillis dont les intérêts sont remis à la Maison du Bel-Âge.

La Fondation contribue ainsi à soutenir diverses activités comme le dîner de Noël ou répond à certains besoins spécifiques comme l'achat d'ouvre-portes automatiques. Elle offre également gratuitement le transport en taxi pour le déplacement des résidents au centre commercial du centre-ville, deux fois par semaine.

L'infirmière en OSBL et une préposée aux bénéficiaires planifient les activités reliées à l'accueil, l'animation, la socialisation et coordonnent l'équipe des bénévoles qui s'occupe d'activités telles que le bingo, les quilles, etc.

Il y a aussi une excellente collaboration avec les auxiliaires bénévoles du Centre Hospitalier qui donnent de leur temps et fournissent une aide financière pour l'achat d'accessoires pour le bien-être des résidents, comme l'achat de tables modulaires.



BRIN D'ELLES

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES FEMMES SEULES, DÉFAVORISÉES ET À RISQUE D'ITINÉRANCE

C'est une histoire de femmes engagées dans le développement du logement social avec soutien communautaire. C'est une histoire de femmes déterminées à redonner du pouvoir sur leurs vies aux femmes pauvres vivant de l'instabilité résidentielle permanente.

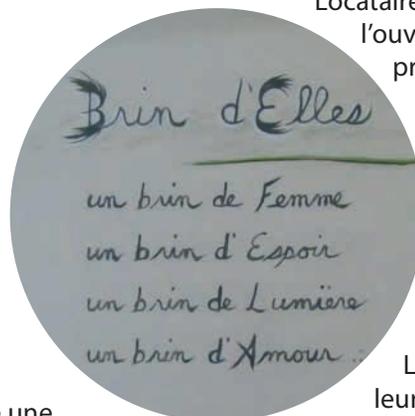
Elles s'appellent Fernande, Manon, Carole. Elles ont décidé de s'investir pour améliorer leurs conditions de vie et celles d'autres femmes dans le besoin. « *Je ne pouvais plus vivre dans un petit studio. Quand on m'a parlé du projet, j'ai embarqué à 100 milles à l'heure. J'ai participé à toutes les réunions du conseil d'administration, avec l'architecte, le Groupe de ressources techniques* » déclare Fernande.

Ces femmes ont participé aux réunions de chantier et elles ont suivi de près les travaux de construction.

« *On était pas ignorée si on avait des questions et on était bien placée pour dire ce dont on avait besoin* »

- Manon, locataire

Elles ont vu leur rêve se réaliser un jour de 2004 lorsqu'elles ont reçu les clés d'un beau trois et demi, meublé d'un grand lit, avec toutes les commodités et un balcon pour profiter du beau temps. « *C'était comme rentrer dans un condo neuf, ça l'air d'un condo, notre OSBL* ». Et ce n'est pas tout! Le plus beau c'est le prix du loyer. Payer 25 % d'un revenu de 700 \$ par mois, ça fait toute une différence dans le budget.



« *Ça fait baisser les épaules! On peut penser s'acheter des bottes d'hiver en économisant un peu chaque mois* »

Pour Fernande et Manon, ça change tout.

Locataires dans le premier projet de Brin d'Elles dès l'ouverture, elles s'engagent maintenant dans un nouveau projet de développement avec Claudette, « *mon mentor* » comme dit Fernande. L'âge ayant raison de leur santé et de leur mobilité, ces femmes ont besoin de vivre dans un immeuble qui dispose d'un ascenseur. « *Je pensais que c'était mon dernier appartement, mais là, avec mes jambes...* » Une nouvelle proposition s'ouvre à elles et elles vont répondre « *présentes* ».

La moitié des 24 locataires de Brin d'Elles habite leur logement depuis plus de 10 ans. Cette stabilité confirme le rôle essentiel du logement social avec soutien communautaire comme vecteur d'intégration sociale.

 **Localité**
Ville de Montréal
1 988 000 habitants

 **Fondation**
Projet Saint-Laurent 2002
Projet Saint-Michel 2008

 **Nombre d'unités**
Projet Saint-Laurent 22 logements
Projet Saint-Michel 12 logements

 **Clientèle visée**
Femmes en
difficulté

 **Employés**
2, temps partiel

« On ne gère plus la misère, on gère davantage l'autonomie »

- Claudette Godley, présidente du conseil d'administration

L'OSBL Brin d'Elles est une initiative financée par le Fonds dédié à l'habitation communautaire.

Son succès est lié essentiellement à trois facteurs : l'engagement indéfectible des organismes comme le Y des femmes de Montréal, le Centre de réadaptation en dépendance de Montréal, le Réseau Hébergement Femmes et l'Auberge Madeleine, le partenariat et l'implication des locataires et l'entente de services avec la FOHM pour l'ensemble de la gestion.



Cette présence dans les lieux apporte support et sécurité aux locataires et favorise la stabilité résidentielle de celles-ci. De plus, la mise en place d'un comité de gestion sociale auquel sont associées des représentantes du conseil d'administration et des locataires permet de prévenir ou de résoudre les conflits, lorsqu'ils se présentent.



D'ailleurs, la composition du conseil d'administration reflète l'engagement de tous ces acteurs. Ceux-ci poursuivent leur travail pour l'amélioration de la qualité de vie des femmes seules, défavorisées et à risque d'itinérance, en leur donnant accès à un logement permanent, sécuritaire, décent et abordable avec soutien communautaire.

L'accès à un logement stable et autonome est une réponse à l'itinérance quand on sait que la totalité des femmes arrivant à Brin d'Elles ont vécu de l'instabilité résidentielle pendant une période d'au moins 3 ans. Depuis, ces femmes se sont donné un espace de vie, de sécurité et d'intimité; elles ont développé une vie sociale et communautaire comme n'importe qu'elle citoyenne.



« On retrouve ici les mêmes problèmes que dans n'importe quel immeuble de même type, mais l'esprit collectif et l'entraide font partie des valeurs qui sont véhiculées pour assurer le bien-être et la sécurité de l'ensemble des résidentes »

« L'accompagnement de la FOHM est un appui indéniable. Nos projets sont bien gérés et les membres bénévoles du conseil d'administration sont dégagés de la gestion de la vie quotidienne. Ça donne du temps pour regarder en avant » déclare Claudette Godley.

Le soutien communautaire

La corporation Brin d'Elles assure un soutien communautaire dans ces deux immeubles par la présence d'une intervenante de la FOHM, en raison de trois jours par semaine.



RELAIS FAMILIAL D'AUTEUIL

LA FAMILLE AU CŒUR DE L'ACTION



Non loin de la Rivière des Mille-Îles, au nord de Laval, imaginez un petit local, trois employées, quinze logements sociaux et des dizaines d'activités communautaires. Mettez-y une bonne ration de débrouillardise, un zeste de bon sens, beaucoup d'énergie, et ce qu'il faut d'entraide et d'humanité. Vous obtiendrez alors un organisme surprenant, de par la petitesse de sa taille et l'ampleur de ses réalisations.

Une communauté engagée, une solidarité sociale

Depuis 1992, le Relais familial d'Auteuil propose 15 appartements à loyer modique pour des familles monoparentales à faible revenu. Financé entre autres par le Ministère de la Famille et la Société d'Habitation du Québec (SHQ), sa mission première est d'offrir un logement et un milieu de vie aux membres des familles. L'organisme bénéficie également du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) afin d'offrir du support communautaire à ces dernières. Une coordonnatrice, une intervenante famille et une intervenante jeunesse sont présentes au local pour les recevoir et organiser les activités.



« Quand nous recevons une demande, nous savons qu'il y aura au moins un an d'attente car il y a peu de roulement dans nos logements, raconte Delphine Hervé, la coordonnatrice. Mais nous redirigeons la famille, nous la soutenons dans ses démarches, et bien sûr, elle est invitée aux activités, auxquelles peuvent participer tous les habitants du quartier. »

Camp de jour, yoga prénatal, vente de garage, cuisine collective, aide aux devoirs... La salle de jeux, qui fait office de « salle à tout faire », ne désemplit pas. Des conférences avec des intervenants extérieurs sont aussi proposées pour les parents sur des sujets divers. Et depuis peu, le dépannage alimentaire organisé depuis toujours pour les locataires est aussi proposé aux familles du quartier référées par le CLSC.

En fait, on connaît « le Relais » dans le quartier, et on aime y revenir.

 **Localité**
Laval
401 000 habitants

 **Fondation**
1992

 **Nombre d'unités**
15 logements

 **Clientèle visée**
Familles monoparentales à faible revenu

 **Employés**
3, temps plein
2, temps partiel

« Parfois, on a de belles surprises. Un jour, un jeune homme, qui a grandi ici, est venu nous présenter son bébé nouveau-né. Et bien que nos activités pour enfants soient réservés aux 0 – 13 ans, les 13 ans et plus reviennent... en tant que bénévoles ! »

- Delphine Hervé, coordinatrice

Depuis peu, la devise de l'organisme n'est plus « Au service des familles » mais « La famille au cœur de l'action ». « Nous avons pour mission de contribuer à la qualité de vie des familles, mais aussi de promouvoir l'implication citoyenne, l'entraide et la mixité sociale, précise la coordonnatrice. Si on raisonne vers l'extérieur, vers la communauté de quartier, nos participants et locataires vont raisonner aussi comme ça. »

« Auteuil est un quartier excentré, qui accueille de plus en plus de familles immigrées. L'objectif de mixité sociale prend donc tout son sens »

Depuis 1992, apporter du soutien et briser l'isolement

À l'origine du projet en 1987, des femmes séparées ou divorcées décident de se regrouper, afin d'organiser des activités communautaires et s'entraider dans leurs démarches légales. En 1990, ce qui est devenu le Mouvement d'Entraide FAHMO soumet une demande de projet à la SHQ, qui permettra la construction de 15 logements à loyer modique et d'un espace communautaire. En octobre 1992, les premières locataires font leur entrée.

« Ça m'a sauvé la vie »

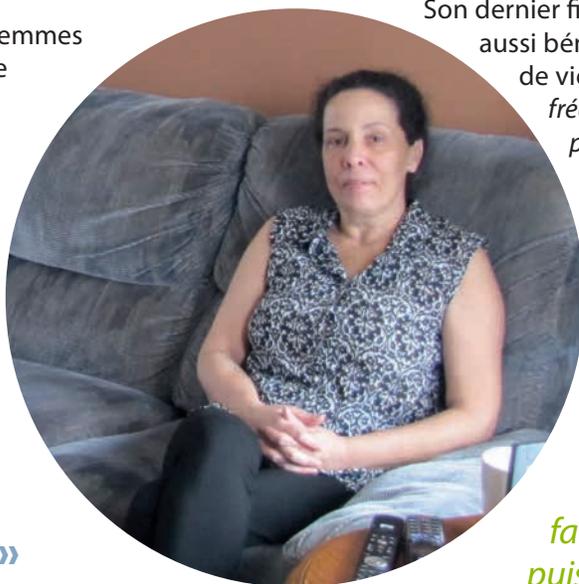
Martine est arrivée en 2006 au sein de ce qu'elle appelle affectueusement « le Relais ». À bout de nerfs, sortant d'une dépression grave après une séparation douloureuse et la perte de son réseau d'amis, ce nouvel



appartement lumineux et le soutien qu'elle y reçoit est comme un second souffle.

« Ça m'a sauvé la vie, répète-t-elle à qui veut entendre son histoire. Lorsque je me suis séparée, j'ai habité dans un logement pas convenable. Ma travailleuse sociale m'a référée ici. Quand je suis arrivée, j'étais tellement contente, j'ai participé à toutes les activités. Il y avait la friperie, l'aide alimentaire, les belles sorties pas chères... Et quand ça va pas, tu peux aller à la salle communautaire. Aujourd'hui, on a même un jardin collectif à l'arrière. »

Son dernier fils, dysphasique, a aussi bénéficié de ce milieu de vie actif. « Ça l'a aidé de fréquenter plus de monde, pour sortir de sa bulle ! »



Après 10 ans dans le quartier, Martine ne s'imagine pas ailleurs. « Je n'ai pas de voiture depuis ma séparation. Ici, tout se fait à pied : l'épicerie, la piscine, le centre communautaire, tout est proche ! »

« J'aimerais qu'il y en ait plus. J'aimerais ça que d'autres familles, ceux qui en ont besoin, puissent vivre dans des endroits comme ça »

- Martine, locataire





L'OASIS SAINT-DAMIEN

L'ART DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES AÎNÉS

Perchée sur les collines de la municipalité de Saint-Damien-de-Buckland, dans Bellechasse, la résidence L'Oasis a officiellement ouvert ses portes en 1988, après quatre années d'efforts de la part d'un groupe de bénévoles mené par Pauline Mercier, qui préside toujours l'OBNL.

C'est en décembre 1984 que le projet de L'Oasis est lancé, après qu'un incendie ait rendu l'édifice inapte à accueillir des aînés que la Congrégation des Sœurs Notre-Dame du Perpétuel Secours hébergeait au Lac-Vert. « Nos aînés avaient dû être relocalisés dans différentes résidences entre Saint-Eugène-de-L'Islet et Lotbinière et il fallait les ramener chez nous. » mentionne Mme Mercier.

Quatre ans plus tard, les premiers résidents feront leur entrée dans la nouvelle résidence aménagée dans une partie du Collège de Saint-Damien, bâtiment qui abritait l'ancienne École normale. Cette première phase comportait 24 unités s'adressant à une clientèle autonome. Son aménagement a été rendu possible grâce à une contribution de 250 000 \$ de la communauté religieuse qui ne chargeait aucun loyer au nouvel organisme. Une somme similaire a également été amassée dans le milieu, par le biais d'une souscription populaire.

« L'Oasis, c'est une belle récupération d'un bâtiment qui, au début des années 80, était sous-utilisé »

- Daniel Guillemette, directeur général

Pauline Mercier se rappelle que la création de L'Oasis Saint-Damien s'inscrivait dans le cadre d'un projet d'intervention qu'elle menait lors de sa maîtrise en administration publique. Une rencontre réunissant des représentants d'organismes de Saint-Damien et de la municipalité avait alors été convoquée.

Des phases supplémentaires

Après cette première phase, neuf unités supplémentaires s'ajouteront entre 1995 et 1998, le financement de ce projet étant assumé avec les surplus accumulés de l'organisme. Une deuxième phase, réalisée en 1996, permettra l'ajout de 26 chambres, cette fois pour personnes en perte d'autonomie.



À ce moment, les religieuses cèdent le bâtiment à L'Oasis et à la Commission scolaire. Un contrat de copropriété stipulant les conditions de partage des frais de l'immeuble, au prorata des espaces occupés, est signé entre les deux parties. Encore aujourd'hui, la Commission scolaire possède 72 % de l'édifice et L'Oasis, 28 %.

Localité
Saint-Damien-de-Buckland
2070 habitants

Fondation
1984

Nombre d'unités
62 chambres
12 studios/appartements

Clientèle visée
Personnes âgées autonomes et en perte d'autonomie

Employés
2

En 2002, répondant à une nouvelle demande émanant du milieu, les dirigeants de L'Oasis lancent une troisième phase comportant l'aménagement de 12 studios ou appartements avec cuisinette, dédiés à une clientèle autonome ayant toujours le goût de cuisiner.

En 2005, L'Oasis accueillera une dizaine de personnes en perte d'autonomie dont l'état requiert trois heures et plus de soins quotidiennement (profil 10), cela grâce à une

Résidente de L'Oasis depuis trois ans, Judith Pouliot de Saint-Damien s'y est établie après s'être fracturée une jambe lors d'une chute avec son mari qui était en perte d'autonomie.

« J'aime ça ici car c'est un endroit paisible et sécuritaire. Il y a des infirmières qui peuvent répondre à nos questions si on a des problèmes de santé »

- Judith Pouliot, résidente



Un milieu vivant

À l'intérieur, les résidents de L'Oasis peuvent profiter de nombreuses activités sociales (cartes, billard, bingo, vie active, activités religieuses, etc.) dispensées en collaboration avec une équipe de bénévoles, ainsi que des activités sportives à l'extérieur en saison estivale.

De nombreux services sont aussi offerts, à proximité, à l'intérieur même du Collège Saint-Damien où l'on retrouve, entre autres, la Maison de la culture de Bellechasse qui dispose d'une salle de spectacles et de cinéma ainsi que des salles de réception et de réunion. La présence d'une école primaire et d'une garderie scolaire dans le Collège de Saint-Damien facilite également la tenue d'échanges intergénérationnels entre la clientèle hébergée et les enfants fréquentant ces deux établissements. Les locaux de la municipalité de Saint-Damien, qui appuie l'organisme depuis sa création, se trouvent également dans le Collège de Saint-Damien. Une trentaine de personnes y travaillent sous la supervision de M. Guillemette appuyé de Sylvie Blouin, adjointe administrative et de Guylaine Labrecque, directrice des soins.

contribution annuelle récurrente et indexée de 16 000 \$ par personne venant du ministère de la Santé et des Service sociaux et de l'Agence régionale.

« La cohabitation entre les types de clientèles est importante chez nous. Les personnes vulnérables qui sont ici profitent également d'un milieu de vie agréable et adapté à leur réalité »

- Daniel Guillemette, directeur général

Services et sécurité

L'Oasis s'étend sur cinq étages, dont quatre sont réservés à l'hébergement de la clientèle. Au rez-de-chaussée, on retrouve les bureaux de l'organisme ainsi que des locaux communs, soit une salle à dîner et une salle d'activités. Daniel Guillemette précise que les résidents de L'Oasis, quel que soit leur état de santé, profitent de nombreux services réguliers ainsi que des équipements adaptés à leur condition.

Une fondation en soutien

Daniel Guillemette souligne que l'organisme est aussi appuyé par la Fondation Saint-Joseph de l'Espérance de L'Oasis qui investit constamment dans l'amélioration de la qualité de vie des résidents. Celle-ci a injecté plus de 50 000 \$ dans l'aménagement d'un patio extérieur ainsi que dans l'aménagement d'un terrain de jeux pour les résidents, de téléviseurs pour les espaces communs ou de chaises adaptées à la clientèle à mobilité réduite. La fondation est gérée par un conseil d'administration indépendant et reçoit des dons in memoriam.





RÉSEAU D'AIDE LE TREMPLIN

MODÈLE D'ORGANISATION POLYVALENTE

Issu d'un programme préparatoire à l'emploi conçu spécifiquement pour répondre aux besoins des personnes ayant une histoire d'hospitalisation psychiatrique, le RALT (Réseau d'aide Le Tremplin) élargit rapidement son champ d'action devant l'ampleur des besoins.

Dès ses débuts en 1982, il s'installe à la Source, un immeuble qui abrite plusieurs organismes et qui constituent le cœur de la vie communautaire drummondilloise. Il participe activement aux premières rencontres à Montréal de la dizaine d'organismes qui fondent le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ).

À l'origine du projet, on retrouve M. Guy Châteauneuf, un homme ayant grandement contribué au développement des ressources communautaires en santé mentale au Québec, notamment au travers d'une approche psychothérapeutique et sociale



misant sur les ressources de la communauté et l'insertion des personnes visées. Le modèle préconisé par Guy Châteauneuf et l'équipe qui l'entourait (dont des personnes qui ont vécu des problèmes de santé mentale) se situe au confluent d'une approche médicale et hospitalière et d'une approche sociale et communautaire.

Comme de nombreux OSBL-H, le RALT n'est donc pas, à l'origine, un organisme œuvrant spécifiquement dans le domaine de l'habitation



À partir du suivi communautaire essentiellement axé sur des aspects pratiques tels l'accompagnement et l'aide dans différents apprentissages de la vie quotidienne, la constitution d'une ressource légère capable d'offrir une relation d'aide individuelle ainsi que d'un centre de documentation, le RALT inaugure des logements partagés qui sont loués sur le marché privé. Le réseau de la santé lui octroie bientôt un mandat d'« accès au logement », ce qui donne le coup d'envoi au volet d'hébergement thérapeutique et de logement.

Le RALT compte sur ces ressources et ses services propres pour développer une relation aidante avec les personnes confrontées à des problèmes de santé mentale. Toutefois

 **Localité**
Drummondville
71 800 habitants

 **Fondation**
1982

 **Nombre d'unités**
20 logements transitoires
14 logements permanents en construction

 **Clientèle visée**
Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale

 **Employés**
14

il demeure fidèle à son appellation de « réseau » en misant sur le développement d'un tissu et d'un entrelacement de ressources avec le milieu communautaire, les institutions et la population de Drummondville. Démarré en 1984, le programme d'hébergement



Une légère supervision est assurée par un intervenant et la durée du séjour est en fonction des besoins

Le RALT, sorte de pieuvre sympathique et bienveillante, est le modèle même de l'organisation polyvalente sachant adapter son offre de services non seulement aux besoins des personnes confrontées à des problèmes de santé mentale, mais aussi à la disponibilité des programmes de subvention gouvernementaux.

Pièce centrale de ce grand puzzle, le quartier général du RALT, est situé rue Lindsay dans un ancien garage de mécanique automobile reconverti. C'est là que sont situés les bureaux du Réseau, un des quatre logements partagés et, cœur battant de la toile tissée durant toutes ces années, le centre de jour, la cuisine collective, le groupe d'entraide et les autres ressources.



thérapeutique est localisé depuis 1990 dans une grande maison d'aspect patrimonial, bien aménagée et rénovée située rue Dorion, à proximité du centre-ville. Le programme vise à aider les résidents à traverser une période émotionnelle difficile et prévenir une hospitalisation ou à acquérir plus d'autonomie après une hospitalisation psychiatrique. La capacité d'accueil est de huit adultes, hommes et femmes.

Chaque personne dispose d'une chambre et la vie de tous les jours est partagée (repas, épicerie, entretien des lieux, etc.)

La durée moyenne du séjour est de trois mois, les frais de séjour sont abordables et adaptés à la situation de la personne.

Il faut ajouter à ce volet celui des logements partagés, de grands logements destinés aux personnes autonomes, qui ne peuvent ou ne préfèrent pas vivre seules, situés au centre-ville de Drummondville et comprenant chacun trois chambres à coucher individuelles.

Et ce n'est pas fini, car le RALT est à l'origine du projet Habitations santé mentale Drummond (HSDM), une nouvelle bâtisse devant abriter des logements permanents et de transition avec soutien. Après bien des péripéties, qui ont tenu en haleine le personnel et les administrateurs du RALT durant toute la durée de cette véritable saga entre 2013 et 2015 (un premier terrain identifié pour ériger la bâtisse s'était révélé impraticable en raison de sols contaminés et de bâtiments voisins nécessitant de coûteux travaux), l'équipe est vite retombée sur ses pattes ! Un nouveau terrain a été trouvé près du centre-ville, les plans sont dessinés, le montage financier approuvé : le grand projet de construction de ce nouvel immeuble peut aller de l'avant.

On prévoit l'inauguration pour la fin de 2016 de quatorze logements de trois pièces et demie (dont quatre adaptables aux personnes à mobilité réduite) et d'une salle communautaire



LA SOCIÉTÉ DE LOGEMENTS DES VÉTÉRANS

DES LOGEMENTS DE QUALITÉ POUR LES ANCIENS COMBATTANTS



En 1952, la SCHL a fait construire deux bâtiments de quatre logements pour les anciens combattants, en Abitibi-Témiscamingue. En 1954, huit autres bâtiments se sont ajoutés pour un total de dix bâtiments, tous gérés par la SCHL.

Plus tard, la SCHL a suggéré aux locataires, des anciens combattants, de fonder une Société afin d'acquérir les bâtiments, ce qui fut fait en 1977. La Société de Logements des Vétérans de Rouyn-Noranda était fondée.

La Société gère quarante logements qui ont été rénovés en partie, sans aucune subvention. À chaque fois qu'un logement se vide, la Société fait les réparations nécessaires pour le bon entretien de ses immeubles : plâtrage, peinture, plomberie, électricité. Tout y passe. Les immeubles ont une architecture identique et sont tous en très bon état.

La clientèle

Comme son nom l'indique, cette corporation a été créée pour soutenir les anciens combattants de l'armée canadienne et pour les loger dans un ensemble immobilier de qualité. Les vétérans qui demandent un logement se divisent en trois classifications.

Classification A :

- Les vétérans de la deuxième guerre mondiale, de la guerre de Corée, du Vietnam et la guerre du Golfe
- Les vétérans des Forces Armées Canadiennes (FAC) régulières, avec service dans les forces de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), et avec l'ONU (Organisation des Nations Unies).

Classification B :

- Les vétérans FAC régulières qui n'ont pas de service avec l'OTAN ou l'ONU
- Les vétérans des FAC Réserves classe « C » avec service au sein de l'OTAN ou de l'ONU.

Classification C :

- Veuves de vétérans
- Familles de vétérans, c'est-à-dire fils ou fille d'âge majeur
- Personnes âgées
- Familles à faible revenu
- Individus à faible revenu
- Vétérans des FAC Réserves qui n'ont pas de service Classe « C » avec l'OTAN ou l'ONU.

La majorité des vétérans sont de la région. Il ne reste que deux vétérans de la Deuxième Guerre mondiale et une dizaine de vétérans des Forces Armées Canadienne qui ont fait leur service avec l'OTAN ou l'ONU. Ils ont entre 50 et 90 ans.

Les vétérans s'impliquent personnellement dans des activités comme le Jour du Souvenir, la semaine des anciens combattants et les amputés de guerre. Certains sont membres de la Légion Royale Canadienne.

Témoignage

Mme Dolly Gratton est la deuxième vice-présidente de la Société de Logements des Vétérans. Elle raconte ce qui l'a amenée à s'installer à la Société.

« Mon mari, Antonio (Tony) Bourgon, vétéran de la Deuxième Guerre mondiale a servi outre-mer pour une durée de cinq ans et dix mois. Il a été blessé trois fois. Mon mari et moi avons emménagé dans un logement de la Société le 1^{er} décembre 1980. Il est décédé en 1992, à l'âge de 72 ans. J'ai décidé de garder mon logement où je demeure encore aujourd'hui »



En 1980, les 20 logements du haut étaient chauffés avec une fournaise au gaz qui était installée dans le corridor. Plusieurs années après, la Société a décidé d'enlever les fournaises au gaz et installer des plinthes électriques. Depuis 1980, les fenêtres et les portes extérieures ont été changées deux fois.

« Moi et comme plusieurs autres locataires ont investi de notre argent pour améliorer notre logement »

Les locataires ici se sentent bien, et ils apprécient la tranquillité et le respect des autres voisins. Ils restent aussi longtemps que leur autonomie le permet.

Chaque été, la Société organise un souper champêtre, ce qui permet de fraterniser entre locataires, de rencontrer les nouveaux venus, de s'amuser, de danser au son de la « bonne musique ».



LA MAISON ANITA-LEBEL

UNE MAISON PAS COMME LES AUTRES

La Maison Anita-Lebel de Baie-Comeau n'est pas une maison comme les autres, loin de là. Elle accueille des femmes victimes de violence conjugale qui sont à l'étape de réorganiser leur vie et qui ont besoin d'un hébergement pouvant aller jusqu'à 12 mois.

Ces femmes, avec ou sans enfant, proviennent du territoire compris entre Tadoussac et Baie-Trinité, séparé par 300 kilomètres. « Une femme vient ici pour obtenir le plus d'outils possibles afin d'être capable de fonctionner seule en appartement et surtout, pour qu'elle ne revive plus jamais la violence conjugale », souligne la coordonnatrice et véritable femme-orchestre de la Maison Anita-Lebel, Suzie Levasseur.

L'idée de la Maison Anita-Lebel remonte au milieu des années 90, alors que les intervenantes de la Maison des femmes de Baie-Comeau, qui offre de l'hébergement de courte durée, ont constaté qu'il manquait un service essentiel : une maison dite de deuxième étape.

« Les femmes arrivaient en maison d'hébergement, en situation d'urgence, elles étaient là environ un mois et il n'y avait plus rien après »

- Suzie Levasseur, coordonnatrice

« Plusieurs femmes, faute d'alternatives, devaient retourner avec le conjoint violent. Il fallait absolument trouver une ressource pour rebâtir leur confiance et leur estime de soi, ainsi que leur donner les moyens de devenir autonomes financièrement et émotionnellement. »

Il aura fallu un drame pour ouvrir les yeux de tous à l'importance d'une telle ressource. Le 9 septembre 1996, la Baie-Comoise Françoise Lirette et son fils ont été assassinés par l'ex-conjoint violent qui s'est ensuite suicidé. Le meurtrier

avait pourtant déclaré publiquement qu'il poserait un tel geste, mais personne n'a su intervenir pour l'en empêcher.

« Dès cet événement, la communauté s'est mobilisée autour du projet. C'est vraiment le projet de la communauté, la Maison Anita-Lebel », assure la coordonnatrice. « J'ai travaillé dans d'autres organismes et je n'ai jamais vu ça, une telle mobilisation pour refaire et rénover l'immeuble, meubler les appartements. Entreprises, organismes, citoyens se sont mobilisés et la Ville de Baie-Comeau a cédé l'édifice pour 1 dollar. »

L'expression « faire des pieds et des mains » n'est pas galvaudée dans le cas de la Maison Anita-Lebel, qui accomplit de petits miracles avec un mince budget avoisinant les 125 000 \$ par

 **Localité**
Ville de Baie-Comeau
22 000 habitants

 **Fondation**
1996
(ouverture en 1999)

 **Nombre d'unités**
8 logements dont
3^{1/2}, 4^{1/2} et 5^{1/2}

 **Clientèle visée**
Femmes victimes de violence conjugale,
avec ou sans enfant

 **Employés**
2

année pour à la fois gérer un immeuble de huit logements et offrir des services spécialisés en violence conjugale.

« Le problème pour les maisons d'hébergement de deuxième étape, c'est qu'on « fitte » dans aucune case au niveau du financement »



« On n'a pas le choix de s'organiser, de trouver du financement ponctuel au besoin. On espère bien avoir un jour un budget adéquat. »

Les femmes qui vont à la Maison Anita-Label, en moyenne une quinzaine par année, obtiennent un refuge et la chance d'un nouveau départ. En contrepartie, elles doivent accepter au minimum le cheminement proposé, soit une rencontre de groupe et un suivi individuel par mois, acquérir leur autonomie et respecter le code de vie.

« En dehors de la maison, les femmes ont beaucoup de démarches à faire. On les accompagne là-dedans »

- Suzie Levasseur, coordonatrice

23

« Ça a l'air simple pour la plupart d'entre nous, mais les femmes qui viennent ici doivent payer leur loyer. Ça aussi, ça fait partie de l'autonomie. Il y a des femmes qui arrivent ici et qui n'ont jamais eu de compte en banque. Des fois, on part de loin. »

Les femmes et les enfants qui le désirent peuvent profiter de la salle commune, qui dispose d'un service Internet, de plusieurs livres, de DVD et de jeux vidéo.

« L'utilisation de la salle commune et les activités qu'on y propose permettent aux femmes de briser la déprime ou le cycle de l'isolement »

D'autre part, les résidentes ne peuvent recevoir aucun homme à moins qu'il ne soit de la famille immédiate. *« Ici, c'est leur cocon, l'endroit pour se réfugier. Les femmes doivent apprendre à vivre seules »*, répète la coordonatrice. Quant au code de vie, il exige entre autres des résidentes qu'elles ne soient pas en crise suicidaire et qu'elles ne consomment ni alcool ni drogue dans l'appartement.

Cette sécurité entraîne donc une certaine confidentialité, essentielle à la protection des femmes qui pourraient être menacées. Ainsi, il est impossible de photographier les résidentes.



Pour la petite histoire, il faut savoir que la véritable Anita Label, une citoyenne de Baie-Comeau, a fait office de précurseur. Durant les années 70, où il n'y avait évidemment pas de services du genre, Mme Label recueillait chez elle femmes et enfants victimes de violence conjugale, tout simplement pour venir en aide à son prochain.

« Elle les logeait, les nourrissait pour qu'elles reprennent leur souffle avant de partir dans leurs familles ou se réorganiser ailleurs, pour qu'elles volent de leurs propres ailes », conclut Suzie Levasseur, évidemment admiratrice de l'œuvre d'Anita Label.



LES HABITATIONS DU CENTRE MULTIETHNIQUE DE QUÉBEC

UN MILIEU DE VIE ADAPTÉ AUX BESOINS DES NOUVEAUX ARRIVANTS



Le Centre multiethnique de Québec (CMQ), un organisme communautaire autonome, a su en plus de cinquante ans, assumer différentes transformations en s'appuyant sur la conviction que l'immigration est essentielle au développement de Québec et que soutenir et accompagner l'installation des nouveaux arrivants ne peut être que bénéfique pour l'ensemble de la communauté.

Ses activités de rapprochement ont pris diverses formes au fil du temps. Plus culturelles et folkloriques sous la bannière Amitié-culture dans les années 60, tournées vers le jumelage et la conscientisation de la société d'accueil durant les années 80 et faisant davantage appel à la responsabilité des différents acteurs dans les années 2000.

Le CMQ est à l'origine du projet Les Habitations du centre multiethnique de Québec (HCMQ) créées pour compléter l'action du CMQ.

Les HCMQ offrent de l'hébergement temporaire et transitoire aux personnes immigrantes nouvellement arrivées à Québec. Elles offrent un milieu de vie adapté aux besoins des nouveaux arrivants, propice aux apprentissages nécessaires à leur adaptation et à leur intégration sociale d'accueil à travers l'accès, la proximité et la dispense de services au CMQ qu'elles hébergent.

Quelques dates importantes pour la création des HCMQ :

- *Novembre 2010 : Forum sur le logement du CMQ, proposition d'un projet d'hébergement temporaire.*
- *2011-2012 : Création du comité et accompagnement par un groupe de ressources techniques.*
- *Décembre 2012 : Incorporation de la nouvelle entité HCMQ.*

- *Juillet 2013 : Achat d'une partie du bâtiment auprès de l'OMHQ et début des travaux de rénovation de l'immeuble au complet.*
- *Octobre 2014 : Déménagement du CMQ dans les nouveaux locaux au sein des HCMQ.*
- *Novembre 2014 : Ouverture des services de chambres d'urgence et d'appartements de transition des HCMQ.*

Les services offerts aux réfugiés

19 chambres d'urgence pour les réfugiés pris en charge par l'État et pendant au moins 5 jours ouvrables, dans l'attente de leur aménagement dans un logement privé. Les HCMQ peuvent héberger jusqu'à 76 personnes en urgence et offrir 3 repas par jour.

20 unités de transition pouvant accueillir jusqu'à 20 familles, soit une centaine de personnes. Ces logements temporaires sont réservés aux réfugiés pris en charge par l'État et qui ont des besoins d'accompagnement particulier, déterminés

 **Localité**
Ville de Québec
516 600 habitants

 **Fondation**
2012

 **Nombre d'unités**
19 chambres d'urgence
20 appartements de transition

 **Clientèle visée**
Familles d'immigrants nouvellement arrivées,
immigrants travailleurs économiques

 **Employés**
7

par l'équipe. Considérés comme la deuxième étape du parcours d'intégration, ces logements sont disponibles pour une période allant de 6 mois à 2 ans. Un accompagnement personnalisé est offert tout au long de la location permettant aux locataires de s'acclimater et de bien s'intégrer à la société québécoise.

Les services offerts aux immigrants travailleurs économiques

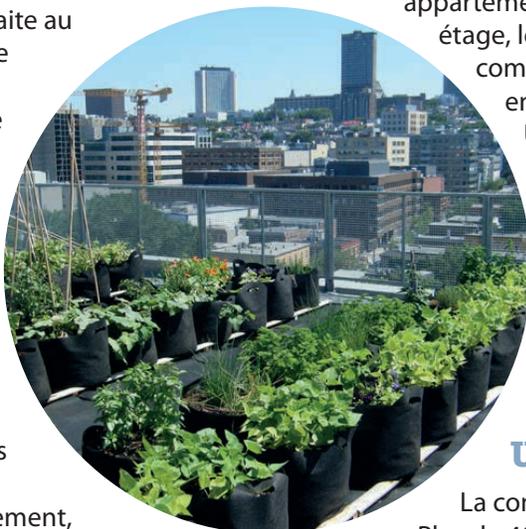
Ceux-ci peuvent aussi utiliser l'hébergement temporaire (chambre d'urgence) lors de leur arrivée à Québec, le temps de se trouver un logement. Ils sont aidés par le CMQ dans leur recherche.



L'occupation des appartements et des chambres d'urgence

C'est le 1^{er} novembre 2014, que les HCMQ ont accueilli les premiers résidents des appartements de transition. L'occupation s'est faite au fur et à mesure des arrivées de réfugiés pris en charge par le Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI). En effet, 68.4 % des appartements sont occupés actuellement par des familles ayant résidé dans les chambres d'urgence. Pour le 31.6 % restant, il s'agit de familles de réfugiés, déjà logées à Québec, mais dont les besoins d'accompagnement ont été identifiés par le CMQ. Actuellement, tous les appartements sont occupés.

Pour leur part, les chambres recevaient leurs premiers clients le 17 novembre 2014. Les premiers clients référés par le CMQ ont malheureusement vécu un feu et avaient besoin d'être dépannés. Puis, il y a eu la clientèle du MIDI et les HCMQ ont aussi commencé à accueillir des immigrants économiques (travailleurs qualifiés) ainsi que d'autres clientèles référées par des organismes partenaires.



Pour le moment, les réfugiés pris en charge par l'État représentent 80 % de la clientèle logée en chambre

La clientèle des chambres en 2015 a surtout été de provenance africaine (Centre Afrique, Congo, Burundi, Côte d'Ivoire, etc.) et bhoutanaise.

Cependant, l'actualité internationale a un impact sur la provenance de la clientèle puisque par exemple, depuis le début de l'année 2016, plusieurs familles syriennes ont été accueillies aux HCMQ.

Quelques activités communautaires

Des activités communautaires ont actuellement lieu aux HCMQ pour aider la clientèle des appartements à s'adapter à la société d'accueil. Outre l'implication des familles des appartements à l'entretien des locaux communs de leur étage, le plus spectaculaire est probablement le jardin communautaire sur le toit du bâtiment, menée en collaboration avec le CMQ, l'OMHQ et les Urbainculteurs.

Ce jardin permet aux familles, locataires et employés de jardiner et de se rencontrer dans un cadre différent. La prochaine récolte est très attendue

Un milieu qui s'implique

La communauté est très présente au CMQ et aux HCMQ. Plus de 400 bénévoles s'impliquent de façon quotidienne, en tant que membre du conseil d'administration, à l'accueil comme réceptionniste ou encore pour aider au service des repas ou à la surveillance des salles de jeux, en accomplissant divers travaux de couture ou de bricolage, ou aide lors des déménagements, etc. Leur implication constante permet un premier contact entre la société d'accueil et la clientèle nouvellement arrivée au pays.



Web

www.habitationscmq.com

www.facebook.com/habitationsducentremultiethniquequebec



Partenaires financiers

SHQ, ville de Québec



Fédération

FROHQC

HABITATION POPULAIRE DE LA TUQUE

UN CAS EXEMPLAIRE D'OSBL D'HABITATION S'EN TENANT À SA PLUS SIMPLE EXPRESSION



La Tuque, cet avant-poste de la Haute-Mauricie, située sur un territoire autrefois occupé par les Atikamekw, comptoir et point de ralliement important des coureurs des bois, des bûcherons et des draveurs, lieu d'installation d'anciens barrages hydro-électriques et d'usines papetières, est en quelque sorte un des berceaux de la société canadienne-française et québécoise, en plus d'être le lieu de naissance du grand poète Félix Leclerc.



L'industrialisation précoce

de cette région a laissé des traces encore visibles aujourd'hui, avec une importante population issue de la classe ouvrière et un parc de logements plutôt ancien, lequel était en bien piètre état à la fin des années 1970. À l'époque, non seulement de plus en plus de jeunes quittaient La Tuque pour les grands centres, mais en plus les personnes âgées peinaient à se trouver des logements à la fois décentes et abordables, et plusieurs d'entre elles n'avaient d'autre choix que d'envisager un déménagement vers des résidences à la grande ville.

M. Jean-Guy Charland, qui était alors directeur de la Caisse populaire de La Tuque, avait peu à peu pris conscience du problème et avait décidé de tenter de le

résoudre en le prenant de front. Au beau milieu d'une assemblée générale de la Caisse, il interpella les membres et fit appel à des volontaires dans la salle pour mettre sur pied un comité devant se pencher sur la question.

L'idée de base était de rassembler des membres de la communauté dans le but d'offrir des logements de qualité à un prix raisonnable aux personnes âgées de La Tuque et des environs

C'est tout naturellement que la tenure OSBL s'imposa. Quelques années plus tard, le premier édifice des Habitations populaires La Tuque voyait le jour, rue Gouin. À peine un an et demi plus tard, devant une demande de logement qui ne cessait de croître, un deuxième bâtiment était érigé, plus près du centre-ville, rue Saint-Louis.

L'habitation populaire de La Tuque est un cas exemplaire d'OSBL d'habitation s'en tenant à sa plus simple expression. Ici, pas de prouesse architecturale ni d'ex-

périmentation sociocommunautaire : des immeubles bien carrés et bien solides, des logements sécuritaires et abordables. Les locataires, bien que vieillissants, ne nécessitent pas de soutien communautaire organisé. Le CLSC pourvoit du soutien à domicile pour un certain nombre d'entre eux. Les espaces communs sont aménagés à l'extérieur et sont accessibles l'été. Le conseil d'administration est composé de sept membres dont deux sont issus des locataires (un par projet).

L'OSBL Habitation populaire de La Tuque dispose d'un employé, gestionnaire à temps partiel, M. Jean-Pierre Courteau, natif de l'endroit. Homme affable et méthodique, M. Courteau a travaillé durant trente-deux ans à la Commission scolaire de l'Énergie, où il a été régisseur aux Ressources matérielles. Maintenant retraité, il met ses connaissances au service des aînés de sa ville. Fin connaisseur de l'entretien des immeubles, il est ici dans son élément.

Une visite permet de constater le bon état des lieux, d'une propreté impeccable. Les installations de prévention d'incendie sont en place, l'immeuble possède son système de gicleurs. Pour l'avenir, les résidents rêvent d'ajouter un ascenseur à la bâtisse de la rue Gouin. Les aînés demeurant au troisième étage apprécieraient l'amélioration... cependant M. Courteau précise que « *malheureusement, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) n'a pas de programme pour cela* ».

Ici, la « *fin des conventions* » est une contingence que l'on entrevoit plutôt favorablement, car dans quatre ans, lors de l'arrivée à échéance des conventions d'exploitation avec la SCHL, ce n'est pas seulement la fin du remboursement de l'hypothèque. C'est aussi le desserrement d'un carcan qui permettra une plus grande marge de manœuvre, notamment le décloisonnement de la gestion « *par phases* » des deux immeubles des rues Gouin et Saint-Louis. Du coup, l'ascenseur de la rue Gouin pourrait devenir réalité... Le seul hic, qu'advient-il des sept logements bénéficiant du Programme de supplément au loyer (PSL) ? Jean-Pierre Courteau assure que le pro-

blème est envisagé de manière à trouver des solutions qui ne pénalisent pas les locataires bénéficiant du PSL sans toutefois porter préjudice aux autres.



« *Le but ce n'est pas de faire de l'argent, c'est d'avoir de meilleurs logements à bon prix* »

- Jean-Pierre Courteau,
gestionnaire

Des rideaux qui ne s'ouvrent pas, une lumière demeurée éteinte, le courrier laissé sur le seuil ou simplement « *un voisin que l'on ne croise pas comme à l'habitude à telle heure ou à tel endroit* »; autant de signaux que les résidents interpréteront comme un appel à l'aide. Un environnement et un climat chers aux locataires âgés.



« *Ce qui est le plus apprécié ici, c'est la sécurité que confère le voisinage d'une communauté « tricotée serrée »* »



HABITATIONS AUX BAUX SOLEILS

UN PROJET QUI A INSPIRÉ LE DÉVELOPPEMENT DE SEPT AUTRES OSBL D'HABITATION

Les Habitations Aux Baux Soleils ont coulé leurs fondations en 1993 après plus de 15 ans de combat des militants du Comité logement social de Châteauguay.

Ceux-ci avaient déjà obtenu la construction d'habitations à loyer modique pour les personnes âgées, plus acceptable pour les élus de l'époque. Par contre, pour les militants ambitieux du Comité Logement, peu de place était accordée dans les HLM aux familles pour la gestion de leur milieu de vie.

Le leitmotiv des membres fondateurs est de créer un milieu de vie afin de loger des familles monoparentales où le logement est une finalité et l'objectif principal

La réunion de ces familles aura permis de créer en plus un milieu de développement social, d'éducation populaire et d'autogestion.

Le projet était alors fortement appuyé par les organisateurs communautaires et la direction du CLSC dont le mandat visait la lutte à la pauvreté et pour qui la question du logement était primordiale.

Il fut convenu au départ qu'une large place serait faite aux locataires pour l'entretien et la gestion des Habitations Aux Baux Soleils mais que leur participation serait sur une base volontaire.

Développement

Tous les locataires sont toujours membres d'office de l'OSBL et la majorité des postes au conseil d'administration est toujours accordée aux membres-locataires qui administrent leurs habitations depuis 23 ans avec l'aide des services de gestion de la Fédération et d'une ressource en soutien communautaire.



 **Localité**
Châteauguay
46 260 habitants

 **Fondation**
1993

 **Nombre d'unités**
46 logements

 **Clientèle visée**
Familles monoparentales

 **Employés**
1, temps partiel



Le soutien communautaire est possible grâce au programme de soutien communautaire en logement social et fait l'objet d'une entente tripartite entre la FROHME, le Réseau de la santé et des services sociaux et l'OSBL depuis 2008.

Bien sûr, les Habitations Aux Baux Soleils ont connu des hauts et des bas, des succès et des échecs, mais en s'appuyant à relais sur leurs éléments les plus forts, l'OSBL a permis à des dizaines de familles d'être fières, d'exercer un contrôle sur leur milieu de vie, de s'entraider, d'améliorer leur sort, de se sentir en sécurité et de développer des compétences de gestion et des compétences manuelles. Certains ont développé des intérêts divers et plusieurs mères de famille sont retournées sur le marché du travail ou aux études grâce à leur implication dans leur corporation.

L'évolution du projet Aux Baux Soleils a inspiré le développement de sept autres organismes sans but lucratif d'habitation basés sur le même modèle d'autogestion, dont Habitation Solidarité Châteauguay, Habitation Philomène à Mercier, Habitations de la Vallée des Tisserandes de Sainte Martine et Habitation Logiciel à Saint-Constant.

Ces corporations ont fondé, avec d'autres, la Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie (FROHME) en 2000 et elles ont communiqué leurs valeurs aux autres organismes qui se sont développés dans la MRC Roussillon dans les années suivantes.

À l'aube de ses 25 ans, les Habitations Aux Baux Soleils connaissent un nouveau prometteur

Plusieurs nouvelles familles, issues de communautés culturelles différentes et motivées par les valeurs de l'organisme,

reprennent le flambeau de familles plus anciennes ou fondatrices, avec leur complicité, leur soutien et leur ouverture.

Les Habitations Aux Baux Soleils sont une grande fierté pour la communauté. La participation volontaire des locataires dans des organismes comme Aux Baux Soleils lors d'assemblées générales et les débats démocratiques entre locataires sur la ges-



tion de leurs habitations suscitent l'admiration. Chacun met du sien pour déneiger les trottoirs ou tondre le gazon, pour collecter les loyers et assurer la trésorerie de l'organisme.

Les membres de la corporation sont convoqués à deux assemblées générales annuelles : une au printemps pour le dépôt des rapports d'activités et financiers et pour élire les membres du conseil d'administration; celle de septembre demeure la plus populaire avec la participation des 46 ménages pour le partage des 46 tâches annuelles attribuées à chaque ménage afin d'assurer la gestion, la cohabitation et l'entretien de leurs immeubles.

« Ce succès est possible grâce aux valeurs initiales du projet et au financement d'une ressource en soutien communautaire »

- Martin Bécotte, directeur de la FROHME

NOUVEAUX HORIZONS

UN OSBL QUI GAGNE LA CONFIANCE DE SES CONCITOYENS

L'histoire de la résidence pour personnes âgées dans le village de Havre-aux-Maisons remonte avant les années 1970. C'était à l'époque la maison familiale d'Omer Thériault, qui, repris par ses enfants et des partenaires, devenait le motel Thériault.

Le motel était alors doté de 20 chambres parallèles à la route principale, les portes donnant accès à l'extérieur, avec salles de bain privées, salle à manger, bar et cuisine de restaurant. L'entreprise a duré au-delà d'une dizaine d'années, puis a été vendue à Jean-Pierre Cormier. L'endroit a conservé sa vocation et s'est appelé l'Auberge l'Islet.

Vers le milieu des années 1990, M. Cormier mandate l'agente de liaison Manon Richard pour réaliser une étude de faisabilité en vue de la création d'une résidence pour personnes âgées. L'étude ayant démontré sa pertinence, un regroupement de personnes dont l'ancien propriétaire, s'adjoignant Mme Richard et M.

Jean Deschênes, forme le comité fondateur de l'OSBL les Nouveaux Horizons. Constitué le 12 novembre 1996, l'organisme est d'abord locataire du bâtiment.

Les débuts sont difficiles. Première maison offrant ce type d'hébergement dans l'archipel, le taux de vacance est alors assez élevé. Quatre intervenants y travaillaient à l'époque

L'OSBL achète le bâtiment en 2000 grâce au programme Accès Logis qui contribue à 50% du financement nécessaire pour rénover l'immeuble ; l'autre part du financement provient du milieu madelinot. L'OSBL les Nouveaux Horizons gagne maintenant la confiance de ses concitoyens.

11 logements se développent dans une nouvelle aile en 2007. C'est encore une fois le programme Accès Logis et des partenaires locaux, qui se partagent la facture des travaux. La municipalité approuve bientôt aussi l'exemption de taxes foncières, laissant à la responsabilité de l'organisme les taxes de services : égout, aqueduc et ordures. Le choix de l'agrandissement permettait de plus une meilleure rentabilité grâce au partage des coûts fixes.

La nouvelle aile comprend des studios avec mini-cuisinette, salle de bain privée plus spacieuse, facilitant l'aide à l'hygiène et des bureaux pour l'administration. Les locataires ne peuvent pas cuisiner dans leur chambre, mais un comptoir est installé à la salle à manger et permet à tous d'utiliser un four à micro-onde ou une cafetière.



Les résidents

La moyenne d'âge des résidents est de 90 ans. La doyenne, Mme Marie-Jeanne Poirier, fêtera ses 102 ans en décembre 2016 et M. Elzéar Poirier est un nouveau centenaire depuis le 2 mars dernier.

Sur les 31 chambres, six couples non reconstitués y vivent. Un de ces couples a d'ailleurs fêté récemment ses 72 ans de mariage

Une vingtaine de personnes sont inscrites sur la liste d'attente.

Les activités

Un comité de résidents est formé pour gérer un budget d'activités. Beaucoup sont de nature religieuse : lecture du chapelet quotidien, célébration une fois par semaine. Un groupe de « tricot-thé » est né sous l'initiative d'une bénévole s'ajoutant aux incontournables activités comme les bingos, les parties de cartes, les poches et le tournoi hebdomadaire de cribble. D'autres artisans sont invités au cours d'après-midi où l'on tricote à la fois pour le plaisir, mais aussi dans un but bien précis : les confections faites main deviennent un moyen de financement pour aider à l'amélioration de l'ameublement du salon communautaire. Le projet de 32 000\$ en est déjà à plus de la moitié de la somme, aussi grâce à la participation de partenaires et dons in Memoriam.

Mais au-dessus de tout, ce qu'ils préfèrent, c'est la visite de musiciens

Des sorties sont aussi organisées par la résidence.

Les services

Les trois repas par jour sont fournis et le service de médicaments également. Une aide peut être apportée à la buanderie. Le CISSS dépêche les soins et services infirmiers au besoin.



Le personnel

Le conseil d'administration est composé d'un résident, d'un employé, de deux membres des familles des résidents et de trois administrateurs issus du milieu.

L'équipe de gestion est composée d'une cuisinière en chef, d'un intervenant en chef qui gère les services aux résidents en collaboration avec la directrice qui voit également à l'administration générale. L'équipe peut compter sur une dizaine d'employés très attentionnés et dévoués au bien-être des résidents.

La sécurité

Un couple est installé à l'étage à titre de surveillant de nuit, six jours sur sept. C'est une intervenante qui demeure en place pour combler le septième jour.



Toutes les chambres ont deux sonnettes d'urgence installées dans la salle de bain et près du lit. Un système d'alarme protège le bâtiment et 50% de l'espace est muni de gicleurs. Bien que les logements soient au rez-de-chaussée et possèdent chacun une porte menant à l'extérieur, l'OBSL met ce dossier parmi ses priorités pour 2016-2017. Des exercices d'évacuation d'urgence sont effectués et le plan a été revu dernièrement. La liste d'appel et d'intervention est maintenant mise à jour et les premiers répondants tout comme les pompiers volontaires demeurent non loin de la bâtisse. De plus, une génératrice a été installée au début de l'année, ce qui assure une plus grande sécurité aux résidents.

UN TOIT POUR TOUS

UN EXEMPLE CONCRET DE CHANGEMENTS INITIÉS PAR DES CITOYENS DU MILIEU

C'est l'histoire d'une lutte qui aura duré près de 25 ans pour certains locataires qui habitent maintenant un beau logement sur la rue des Ateliers, à deux pas du métro Rosemont et de la bibliothèque Marc-Favreau.

Une longue lutte donc, pour aboutir à la réalisation de logements communautaires. « *Ce n'était pas des artistes qui habitaient là, c'étaient les cols bleus de la Ville qui travaillaient dans les ateliers mécaniques avant leur transfert, d'où le nom de la rue des Ateliers* » nous raconte une locataire, sourire en coin.

Le Comité Logement de la Petite-Patrie et la Table de concertation logement-aménagement de la Petite-Patrie commencent à réclamer du logement social sur les terrains qui seront laissés vacants dès l'annonce du projet de la ville de déménager ses ateliers ailleurs, au début des années 1980.

« *Le comité a réuni des citoyens du quartier et nous a fait jouer avec des blocs Lego; c'est comme ça qu'on a fait le plan d'aménagement du projet* »

- Lucille Perron,
locataire et militante de la première heure

Ainsi est née une formidable mobilisation citoyenne qui donnera naissance, entre autres, à l'OSBL « *Un toit pour tous* ».

En 1985, la Table de concertation logement-aménagement de la Petite-Patrie devient le moteur derrière le projet sur le site des ateliers municipaux et réclame la construction de 1 000 unités de logement. Plusieurs obstacles surgiront en cours de route, mais jamais les membres du comité ne baisseront les bras : le déménagement des ateliers a été reporté à 2 reprises; il a fallu décontaminer le terrain ce qui a demandé de faire de la recherche de financement avant même de penser à construire. Au bout du compte, l'OSBL s'est tourné vers la ville pour obtenir du financement, sans quoi ce vaste projet n'aurait jamais pu être réalisé.

Plusieurs opérations de mobilisation citoyenne auront lieu durant toutes ces années, allant de l'envoi de 1 000 cartes postales aux élus, signées par des citoyens du quartier, de l'occupation des bureaux des députés, de la tenue d'assemblées publiques, de campagnes et de marches de solidarité

 **Localité**
Ville de Montréal
1 988 000 habitants

 **Fondation**
2002

 **Nombre d'unités**
60 logements dont
10 pour des personnes à mobilité réduite
30 bénéficiaires du PSL

 **Clientèle visée**
Familles avec enfant, familles monoparentales, couples, personnes seules

 **Employés**
1, temps partiel

pour réclamer du logement communautaire dans le quartier, de participation à des débats politiques, de dépôts de mémoires, de la confection d'une maquette interactive des projets sur le site, etc. Ce ne sont que quelques exemples de la mobilisation soutenue de la Table de concertation logement-aménagement de la Petite-Patrie.

Le partenariat entre l'OSBL « *Un toit pour tous* », la Table de concertation logement-aménagement de la Petite-Patrie et le groupe de ressources techniques fera en sorte que le projet prendra vie.

C'est finalement en juin 2010 que les premiers locataires, dont plusieurs membres du comité de requérants de logements sociaux de La Petite-Patrie, entrent dans leurs nouveaux logements obtenus grâce à une mobilisation constante



Plusieurs personnes engagées dans le projet l'ont été pendant plus de 25 ans, sans jamais abandonner, malgré les obstacles rencontrés. Ce premier projet immobilier réalisé par « *Un toit pour tous* » se nomme « *Les Habitations des Ateliers verts* ».

« On entretient le terrain, on récupère, on déneige, on est chez-nous »

- Lucille Perron, locataire et militante de la première heure

Le nom de Dyane Courchesne a été donné au pavillon qui sert principalement pour les réunions du conseil d'administration et de comités de l'OSBL afin de souligner la contribution exceptionnelle de cette militante pour ce projet.



Voilà un exemple concret de changements sociaux initiés par des citoyens du milieu qui se transforment en militants, pour ensuite devenir des acteurs de progrès social.



Particularités

Projet vert : Certifié Novoclimat, puits géothermiques, boucle d'eau chaude domestique centralisée, récupération de la chaleur des eaux usées, panneaux solaires prêts pour l'installation, composteur pour matières végétales, entre autres



Web
untoitpourtous.ca



Partenaires financiers

SHQ, SCHL, Ville de Montréal, Rénovation Québec, Caisse populaire, Hydro-Québec, Gaz Métro



Fédération
FOHM

CENTRE DES ÂÎNÉS DE GATINEAU

UN ESPACE DE VIE COMPLET, ACTIF ET ENCADRÉ POUR LES ÂÎNÉS

Le Centre d'Amitié de Gatineau, renommé plus tard le Centre des aînés de Gatineau, a été fondé en novembre 1977. Il a fait ses premiers pas dans le sous-sol de la cathédrale Saint-Jean-Marie-Vianney de Gatineau.

Le Centre des aînés déménage en septembre 1982 et connaît une croissance et une diversification de ses activités au fil des années. Le Centre se donne des assises solides et un espace à la hauteur de ses besoins en 2010 en se portant acquéreur de la même cathédrale qui le logeait quelques années plus tôt.

« Il y avait une demande pour offrir des activités aux aînés et nous étions limités dans nos espaces. C'est alors que nous avons appris que l'église était à vendre. Nous avons tout simplement acheté l'église et le terrain adjacent », explique Sylvain Germain directeur du Centre.

C'est en fin 2012 que le tout nouveau Faubourg Jean-Marie-Vianney, un bloc d'habitation de 6 étages contigus à la cathédrale est finalisé. Il a été conçu spécifiquement pour des aînés autonomes et en légère perte d'autonomie.

Un projet d'habitation communautaire novateur

Ce complexe avant-gardiste est un projet d'une envergure impressionnante qui encourage une vie active, sécuritaire et confortable : 102 logements disposent d'une chambre à

coucher et 28 logements en ont deux; 91 logements reçoivent une aide du programme de subvention au loyer.

« C'est un beau mélange entre des gens plus fortunés et des gens qui le sont moins; on ne sent aucune différence »

- Sylvain Germain, directeur

De plus, 12 logements sont spécifiquement destinés aux personnes à mobilité réduite.

Le projet du Faubourg, qui inclut la rénovation de la cathédrale, s'est réalisé au coût de près de 22 millions de dollars, grâce au support de tous les paliers de gouvernements, dont 7 millions en fonds fédéraux, 2.6 millions du programme Accès Logis Québec de la SHQ et des apports de la ville et de la caisse Desjardins de Gatineau. Il a été réalisé en vertu des normes du programme d'économie d'énergie NOVOCLIMAT.



Rencontre avec une résidente

Pierette Régimbald, une des résidentes, mène un train de vie très actif. Son trois et demi est un espace de vie qu'elle a rapidement appris à aimer, notamment pour sa facilité d'accès et les services d'entretien ménager qui lui sont offerts.

« *Quand je rentre ici, j'aime ça* »

« *Je restais dans une coopérative avant, mais j'avais des marches à monter et il y avait des tâches collectives à faire. Au début je ne voulais pas du tout partir, mais je n'étais plus capable de tout entretenir et je risquais de me blesser en tombant. Mes enfants m'ont dit que je devais profiter de cette occasion* » explique-t-elle.



Avec ses 30 000 pieds carrés de superficie, ce n'est pas l'espace qui manque. Le Centre offre une grande diversité d'activités en tout genre 6 jours par semaine : atelier d'aquarelle, salle de création, atelier de menuiserie et de sculpture sur bois, salle de jeux, bibliothèque, tai-chi, zumba, club de tricot, journal interne. Ce ne sont

là que quelques-unes des activités qui se déroulent au Faubourg et qui constituent l'offre de services ouverte à tous les aînés de Gatineau.

Des projets d'économie sociale

La diversification des activités du Centre inclut aussi des entreprises d'économie sociale, dont un service de traiteur et un l'atelier de menuiserie.

Un espace de vie très actif

Le Faubourg est un espace de vie complet, actif et encadré où les aînés sont loin de vivre dans l'isolement. L'immense espace de l'ancienne cathédrale offre un cadre de vie actif et intégré aux résidents. Elle a été subdivisée en salles d'activités, incluant une cafétéria qui offre des repas le midi.

Les activités, les formations multidisciplinaires, les clubs et comités permettent aux résidents de tisser des liens avec les membres de leur communauté et de rester actifs. L'ensemble des installations du Centre forme un espace de socialisation d'importance qui attire quotidiennement des aînés de toute la région de Gatineau.

« *Ce genre de projet intégrant des logements pour les aînés et toute l'infrastructure du centre communautaire est assez unique au Québec* »

- Sylvain Germain, directeur



Le Centre est un véritable espace de travail de haut niveau qui permet aux aînés de produire toutes sortes de pièces en bois qui sont vendues sur les marchés artisanaux locaux. Parmi les pièces qui retiennent l'attention : les urnes funéraires. Ce sont plus de 300 urnes qui auront été vendues dans la région en 2015. « *Nous avons toutes sortes de personnes qui viennent à l'atelier. À la retraite, tous les titres disparaissent et parmi nos ébénistes, nous avons des anciens avocats, des notaires, des comptables et des banquiers* » déclare M. Germain.

D'autre part, la vente de plats sous vide préparés sur place, plus spécifiquement des tourtières, est un autre projet d'une entreprise d'économie sociale. « *Nous n'avons pas le choix, les entreprises d'économie sociale nous permettent d'avoir certains apports financiers sans lesquels il serait plus dur de tout faire fonctionner* », explique Sylvain Germain.

HABITATIONS DES REQUÉRANTS ET REQUÉRANTES DE LAVAL UNE PERSPECTIVE D'ENTRAIDE COLLECTIVE

Construit en automne 1994, ce projet prend racine dans les revendications de groupes militant pour la construction de logements sociaux et la défense des droits, notamment des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale.

Une histoire de lutte

Il faut chercher les origines du projet des Requéranants et Requéranantes dans les années 1970 et 1980. À cette époque, l'ACEF Laval (Association coopérative d'économie familiale de Laval) qui milite pour le droit de vivre sans s'endetter, offre divers services gratuits aux personnes vulnérables économiquement. Ses activités se concentrent sur l'éducation, le regroupement et la défense des intérêts de la population dans tous les aspects de la consommation et de l'endettement.

Durant la même période, une coalition de groupes populaires de Laval (Association pour la défense des droits sociaux, Comité logement, Association Parents Unique), défendant les valeurs de justice sociale et de solidarité, forme le Comité des Requéranants et des Requéranantes pour revendiquer la construction de logements sociaux à Laval. Ce projet est mis de l'avant par le FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) au niveau provincial. Mettant en lumière le très faible taux d'HLM, coopératives et OSBL d'habitation sur le territoire, les groupes interpellent les pouvoirs publics municipaux par des manifestations et des occupations.



« Le Comité des requérants et requérantes a été formé pour réfléchir, discuter et débattre politiquement sur la situation du logement social à Laval », explique Claude Gingras, qui fut coordonnateur de l'ACEF durant une quinzaine d'années, et qui habite toujours le bâtiment.

En mai 1985, l'ACEF de Laval publie la première édition de son journal qui retrace cette histoire engagée. Ce journal paraîtra à 23 reprises jusqu'à l'automne 1990.

En dépit de difficultés organisationnelles, l'ACEF continue ses activités de mobilisation et de soutien aux populations. Parallèlement, après avoir formulé

 **Localité**
Laval
401 000 habitants

 **Fondation**
1993

 **Nombre d'unités**
16 logements

 **Clientèle visée**
Personnes à faible revenu, personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, familles monoparentales

 **Employés**
3, temps partiel

quatre demandes à la SHQ (Société d'habitation du Québec), l'organisme obtient une subvention pour commencer la construction des Habitations des Requérants et Requérantes de Laval. Avec l'aide du GRT (Groupe de ressources techniques), cette dernière totalisera 1 million de dollars.

sont toujours politiques, mais concernent aussi la perception des loyers, dans une perspective d'entraide collective.

« Les problèmes de loyer impayé se géraient au cas par cas. Nous étions contre l'expulsion de locataires lors de ma présidence du Conseil d'administration. Moi, j'étais persuadé qu'on était capable de gérer ça »

- Claude Gingras, locataire

Les huit premières années, le CA est composé à majorité de locataires et, pour les appuyer dans la gestion, de deux membres extérieurs (un travailleur social et un avocat). Depuis 2005, d'autres membres extérieurs se sont ajoutés et deux locataires y sont aujourd'hui présents.

Un intervenant de soutien en milieu communautaire assure une présence quelques heures chaque semaine. Il est employé par la FOH3L (Fédération des OSBL d'habitation



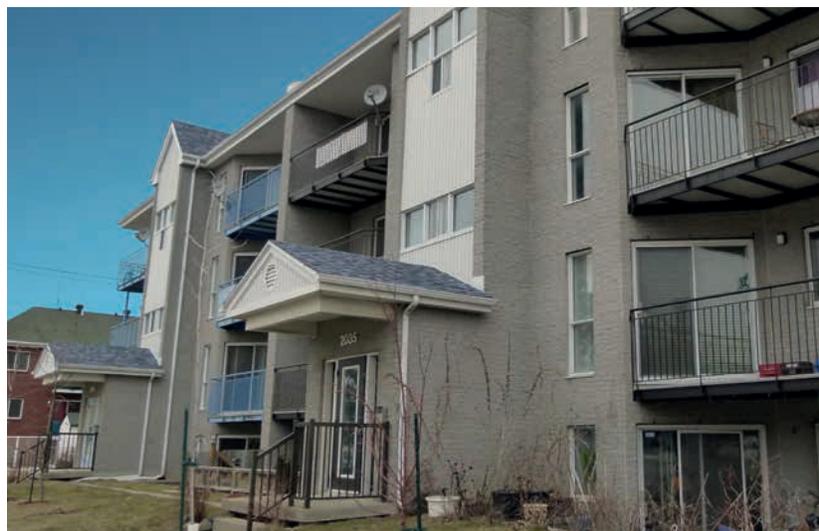
« Du monde pauvre avant tout »

Quelques mois plus tard, les locataires font leur entrée dans l'OSBL d'habitation, dont l'objectif est d'accueillir des ménages à faible revenu et des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale.

« C'est avant tout du monde pauvre. D'ailleurs, pour la demande à la SHQ, la faiblesse du revenu comptait pour 35 points. Les problèmes de santé mentale, c'était 5 points seulement. »

« Nous avons décidé de construire un OSBL-H et pas une coopérative qui implique que les locataires s'occupent de l'entretien, en plus de la gestion. Pour des personnes âgées et aux prises avec des problèmes de santé mentale, c'était trop compliqué »

Dans l'OSBL-H, les locataires forment des comités et s'impliquent dans la gestion de l'immeuble. Des sorties de mobilisation sont régulièrement organisées (par exemple, pour la défense de l'aide sociale et des droits en santé mentale). Durant de nombreuses années, M. Gingras accueille la vingtaine de membres locataires dans sa cuisine lors des assemblées générales, deux ou trois fois par an. Les discussions



de Laval, Laurentides et Lanaudière), avec une subvention du CISSS (Centre intégré de santé et de services sociaux). De plus, outre la clinique d'impôt et le projet bonne boîte bonne bouffe (livraison de paniers de légumes et fruits à faible coût), des activités de divertissement sont organisées pour les locataires (cabane à sucre, barbecue estival, épiluchette de blé d'Inde, souper de Noël...).

« Le défi aujourd'hui est de maintenir la participation des locataires plus de 20 ans après le début du projet »

- Simon Farago, intervenant de la FOH3L

CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR

KIJATÉ – PROJET DE 24 UNITÉS DE LOGEMENT SOCIAL POUR FAMILLES AUTOCHTONES



Kijaté, qui signifie Plein de soleil en langue anicinabe, se veut une réponse à la crise du logement qui sévit depuis plusieurs années à Val-d'Or.

Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour de services urbains, un milieu de vie et un ancrage culturel pour les Premiers Peuples, voué au mieux-être, à la justice et à l'inclusion sociale. Il favorise la cohabitation harmonieuse dans son milieu. Chef de file d'une société civile autochtone engagée, il contribue activement au développement social, communautaire, économique et culturel de sa collectivité par des stratégies innovatrices et proactives. Membre du vaste mouvement des centres d'amitié autochtones au Québec et au Canada, le Centre de Val-d'Or mise sur l'économie sociale comme outil de développement économique et de pérennité en plus de procurer de l'emploi à près de 100 personnes, dont une majorité de femmes. Enfin, plus de la moitié du personnel sont des membres de Premières Nations.

Conjugés à la crise du logement qui persiste à Val-d'Or depuis 2005, à la croissance de la population autochtone urbaine (les données de Statistique Canada affichent une croissance exponentielle de 322% de la population autochtone dans l'agglomération de recensement de Val-d'Or entre 1996 et 2011), les préjugés et le racisme à l'égard des personnes issues des Premiers Peuples demeurent malheureusement bien présents et affectent grandement la qualité de vie des Autochtones en ville. Le Centre d'amitié a d'ailleurs identifié, par un sondage à l'intérieur de ses services, près de 125 individus et/ou familles autochtones qui présentent des besoins criants de logement à prix modique sur le territoire valdorien. Dans la plupart des cas, ces personnes marginalisées habitent présentement des habitations insalubres et/ou trop petites pour les besoins de leur famille. Ces conditions de vie affectent leur santé et celle de leurs enfants.

Le projet *Kijaté* du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, est un projet de construction de 24 unités de logement social et communautaire.



Plus qu'un projet de logements sociaux, Kijaté s'inscrit dans une véritable démarche d'innovation sociale reposant sur l'action collective et la mobilisation citoyenne

Cette initiative rejoint précisément le projet urbain de société autochtone du Centre d'amitié, qui encourage la prise de parole, d'actions et de décisions collectives. Le plein exercice des droits à l'éducation,

à la santé, à la sécurité de la personne, à l'égalité, à la non-discrimination et au droit à l'autodétermination passe par l'urgence d'assurer le droit au logement.

La nature innovante de *Kijaté* vient de son approche culturellement pertinente qui passe par une compréhension des contextes historique, économique, politique, juridique, communautaire et social dans lesquels se trouvent les Autochtones, et qui constitue une réponse nouvelle aux défis et besoins du milieu. Le projet *Kijaté* est dédié aux familles autochtones à revenu modeste qui éprouvent des besoins particuliers d'intégration et d'adaptation à la ville. Plus concrètement, des espaces communs seront aménagés de façon à permettre le déploiement des services de première ligne du Centre d'amitié, notamment par l'organisation d'activités de cuisine collective, d'ateliers divers, de formations populaires et de services psychosociaux.

Le projet *Kijaté* est le fruit d'une démarche communautaire autochtone qui s'est amorcée en 2009 et ayant menée à l'octroi des 24 unités par la SHQ, jusqu'à l'obtention de l'engagement conditionnel qui s'est confirmé en novembre 2015.

Les membres de la communauté attendent avec patience, mais surtout grand espoir, depuis 7 ans, le début de la construction qui est prévue pour l'automne 2016

En plus d'offrir un accès au logement et à des services de première ligne culturellement pertinents et sécurisants pour les Autochtones, *Kijaté* favorisera les démarches de prise en charge, d'amélioration des conditions de vie et l'intégration sociale des Autochtones du milieu urbain par un soutien communautaire et par le développement de liens sociaux.

Kijaté contribuera à engager la communauté autochtone urbaine dans une transformation sociale afin que chacun devienne un citoyen actif et épanoui, qui se reconnaît à travers sa culture et qui interagit dans des rapports égalitaires



Partenaires financiers

SHQ, Secrétariat aux affaires autochtones,
ville de Val-d'Or, Novoclimat, SCHL



Fédération
RQOH

Les organismes sans but lucratif d'habitation au Québec

 **50 000**
Logements en OSBL-H

Une réponse citoyenne aux besoins des personnes fragilisées et exclues



des locataires des OSBL gagnent moins de 20 000 \$ par année



des locataires des OSBL sont des femmes



des locataires d'OSBL ont 55 ans ou plus



des OSBL d'habitation offrent des activités de soutien communautaire



des immeubles en OSBL ont moins de 20 unités de logement



locataires d'OSBL sont d'anciens itinérants

Le Réseau québécois des OSBL d'habitation rassemble, soutient et représente les fédérations régionales d'OSBL d'habitation du Québec



rqoh.com